

## Renforcer les bases de l'EPT : Investissement dans l'éducation primaire

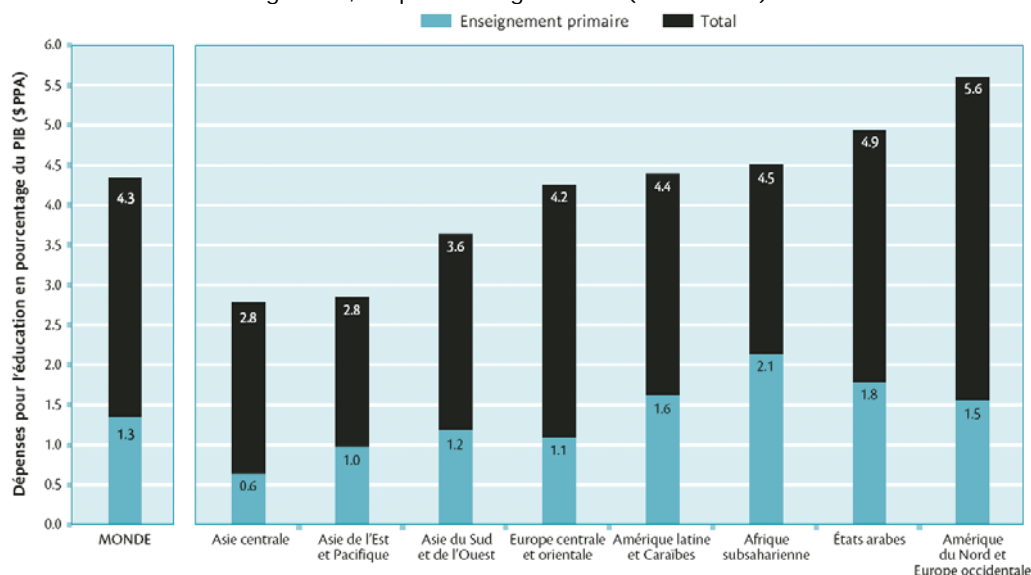
*De l'Éducation pour tous (EPT) aux objectifs du Millénaire pour le développement, l'éducation primaire forme le noyau des principaux objectifs internationaux. Il est donc essentiel pour les décideurs politiques d'évaluer et de suivre de près l'investissement public à ce niveau de scolarisation.*

*Ce sommaire présente les faits saillants du Recueil de données mondial sur l'éducation 2007\* de l'ISU, qui analyse les dernières statistiques disponibles sur l'éducation, du primaire au supérieur, dans plus de 200 pays. Il se concentre sur les sources publiques de financement de l'éducation pour l'enseignement primaire ainsi que sur des comparaisons des coûts à des niveaux plus élevés d'enseignement.*

Comme le montre le **Graphique 1**, l'enseignement primaire absorbe près du tiers du budget mondial de l'éducation (741 milliards de dollars PPA), soit 1,3 % du PIB mondial en dollars PPA. L'Afrique subsaharienne investit le pourcentage le plus élevé – 2,1 % du PIB – dans l'enseignement primaire, suivie par les États arabes et l'Amérique latine et les Caraïbes. À l'autre extrémité, l'Asie centrale consacre juste 0,6 % de son PIB au primaire. Ce faible pourcentage peut s'expliquer en partie par la durée réduite de l'enseignement primaire dans cette dernière région.

### Graphique 1. Quelle est la part du PIB régional affecté à l'enseignement primaire ?

Dépenses publiques mondiales et régionales pour l'enseignement primaire et l'enseignement en général, en pourcentage du PIB (dollars PPA) en 2004



**Note:** Pour en savoir plus sur la couverture et les années de référence, voir le Tableau 1 du RDME 2007.  
*Source:* Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

\* Le Recueil de données mondiales sur l'éducation peut être téléchargé en anglais, en français et en espagnol, gratuitement, à [www.uis.unesco.org/GED2007](http://www.uis.unesco.org/GED2007). Il sera disponible bientôt en arabe et russe. Pour rester informé des dernières publications de l'ISU et des diffusions de données, abonnez-vous à notre service d'alerte par courriel en consultant le site [www.uis.unesco.org](http://www.uis.unesco.org).

## Dépenses par élève du primaire

Les dépenses publiques par élève reflètent les investissements ainsi que les coûts en rapport avec l'éducation. Cet indicateur couvre les contributions publiques à l'éventail complet des dépenses d'éducation, y compris la construction et l'entretien des écoles, les salaires des enseignants, le matériel didactique, ainsi que les prêts et les bourses destinés à couvrir les droits d'inscription et les dépenses de subsistance des élèves.

Le **Graphique 2** montre les dépenses publiques annuelles par élève du primaire en pourcentage du PIB par habitant pour 122 pays. Les écarts d'un pays à l'autre peuvent être très substantiels : les pays disposant d'un budget important consacrent 10 à 20 fois plus de ressources par élève que ceux dont les dépenses sont les moins importantes en termes relatifs. À l'échelon régional, l'Asie centrale affiche la médiane la plus faible – 9 % – suivie par l'Asie du Sud et de l'Ouest, avec 10 %<sup>1</sup>.

En Afrique subsaharienne, les dépenses médianes par élève du primaire représentent près de 13 % du PIB par habitant. D'un pays à l'autre, les coûts varient presque par un facteur de 10, allant de 4 % pour le Congo à 35 % pour le Burkina Faso. Une médiane régionale similaire (13 %) a été mise en évidence pour les États arabes et l'Amérique latine et les Caraïbes. Dans la première région, les dépenses variaient de 7 % au Liban et dans les Émirats arabes unis à 23 % au Maroc, voire 56 % à Djibouti, qui occupe ainsi la première place mondiale en termes de dépenses par élève du primaire. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, les valeurs vont de près de 5 % au Guatemala à 38 % à Cuba.

La région de l'Asie de l'Est et Pacifique affiche quant à elle une médiane de 15 %, alors que deux pays de la région enregistrent les niveaux de dépenses les plus faibles au monde. Il s'agit de l'Indonésie et du Myanmar, qui ne consacrent pas plus de 3 % de leur revenu national par habitant par élève du primaire. En revanche, les coûts pour l'Australie, Fidji, la région administrative spéciale chinoise de Hong Kong, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle Zélande, la République de Corée et la Thaïlande sont cinq fois plus importants – 15 % à 22 % du PIB par habitant par élève du primaire. Par contraste, Les pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale affichent des dépenses généralement proches d'une médiane régionale de 22 %. Une tendance similaire se retrouve pour l'Europe centrale et orientale, où la médiane est de 17 %.

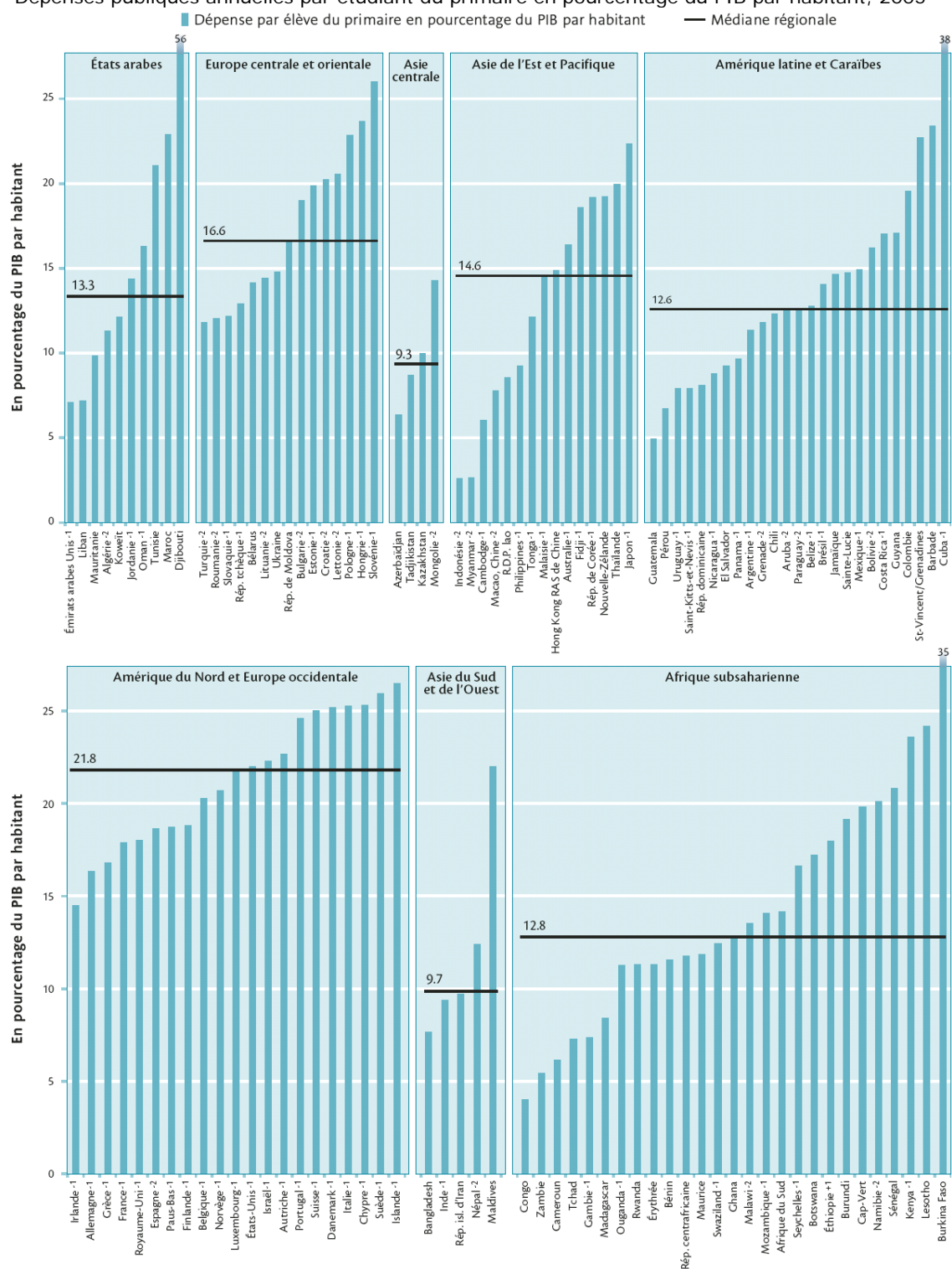
Les différences d'un pays à l'autre, en termes de coût par élève du primaire, tendent à augmenter avec le niveau d'enseignement. Ainsi, les dépenses publiques annuelles par élève de l'enseignement secondaire varient de 3 % à 5 % du PIB par habitant au Cameroun, au Guatemala, en Indonésie, au Myanmar et en République démocratique populaire lao. En revanche, le Botswana, Chypre, Cuba, le Lesotho et le Mozambique consacrent 40 % à 50 % de leur PIB par habitant pour chaque étudiant du secondaire. Le Burundi et Djibouti affichent par ailleurs les coûts relatifs les plus élevés, à savoir respectivement 73 % et 80 % du PIB par habitant (*voir la base de données de l'ISU et le Tableau statistique 13 du RDME 2007*).

À l'autre extrême, le coût d'un étudiant de l'enseignement supérieur est élevé à Djibouti, où l'investissement annuel par étudiant représente 505 % du PIB par habitant, suivi du Botswana (480 %), du Mozambique (435 %) et du Rwanda (409 %). Il convient de ne pas perdre de vue que les dépenses peuvent être surestimées pour les pays qui subventionnent des étudiants mobiles à l'échelon international. Par exemple, au Belize, au Botswana, en Gambie et au Lesotho, plus de la moitié de tous les étudiants du supérieur vont étudier à l'étranger (*voir la base de données de l'ISU et le Tableau statistique 10 du RDME*).

<sup>1</sup> La couverture limitée des données à l'échelon national ne permet pas de calculer des moyennes régionales. La médiane constitue cependant une bonne indication des tendances régionales en matière de dépenses d'éducation.

## Graphique 2. Par rapport à leur PIB, combien les gouvernements dépensent-ils par élève du primaire ?

Dépenses publiques annuelles par étudiant du primaire en pourcentage du PIB par habitant, 2005



**Notes:** <sup>+1</sup> Les données se rapportent à 2006 ; <sup>-1</sup> Les données se rapportent à 2004 ; <sup>-2</sup> Les données se rapportent à 2003.

Source: Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

## **Inégalités dans la répartition des dépenses publiques en éducation à l'échelon national**

Il est tentant de supposer que les ressources sont allouées de la même manière parmi les jeunes, mais l'opposé est vrai : les inégalités à l'intérieur des pays sont plus fortes que celles entre les pays.

Les inégalités sont dues à un certain nombre de facteurs inter-reliés. Tout d'abord, l'absence d'un accès égal des enfants et des jeunes à l'enseignement. Certains enfants n'ont jamais mis les pieds à l'école et ne profitent donc pas des ressources publiques affectées au secteur de l'éducation. À Djibouti, par exemple, 43 % seulement des enfants ayant l'âge d'entrée dans le primaire ont accès à ce niveau d'enseignement.

Les taux bruts d'admission sont faibles dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne comme l'Érythrée (50 %), le Niger (58 %), la République centrafricaine (59 %), le Congo (62 %), le Mali (64 %) et la République démocratique du Congo (67 %). Ces chiffres indiquent que dans ces pays, un enfant sur trois n'a actuellement pas accès au système scolaire, et ne bénéficie donc pas des ressources publiques affectées à l'éducation (*voir la base de données de l'ISU et le Tableau statistique 2 du RDME 2007*).

D'autres enfants fréquentent certes l'enseignement primaire, mais quittent l'école avant d'avoir achevé leurs études primaires. Ils ne profitent donc des dépenses publiques pour l'éducation pendant quelques années seulement. Cette situation est celle de trois élèves sur quatre en Ouganda et au Tchad, où les taux de survie à la dernière année du primaire sont respectivement de 25 % et 26 %. Au Bénin, à Madagascar, au Malawi, en Mauritanie, au Mozambique, au Rwanda et aux îles Turques et Caïques, au moins un enfant sur deux qui entrent au primaire quitte l'école avant d'avoir achevé la dernière année de ce niveau d'enseignement (*voir la base de données de l'ISU et le Tableau statistique 4 du RDME 2007*).

Le **Graphique 3** compare le coût annuel par élève de l'enseignement secondaire ou supérieur par rapport au coût par élève du primaire. Il montre que dans la plupart des pays affichant de faibles taux de participation, les deux niveaux d'enseignement suivent cette même tendance, à savoir une forte augmentation des coûts par rapport à l'enseignement primaire. Nous pouvons donc en déduire que ces gouvernements investissent essentiellement dans le nombre relativement faible d'étudiants qui poursuivent leurs études. Un exemple : l'éducation d'un étudiant du secondaire coûte deux fois plus cher que l'éducation d'un élève du primaire au Burundi, au Tchad, au Ghana, au Lesotho, en Mauritanie, au Mozambique, au Swaziland et en Ouganda. Pourtant, moins de la moitié des enfants d'âge scolaire bénéficient de cet investissement plus coûteux, puisque les taux bruts de scolarisation sont inférieurs à 50 % dans ces pays.

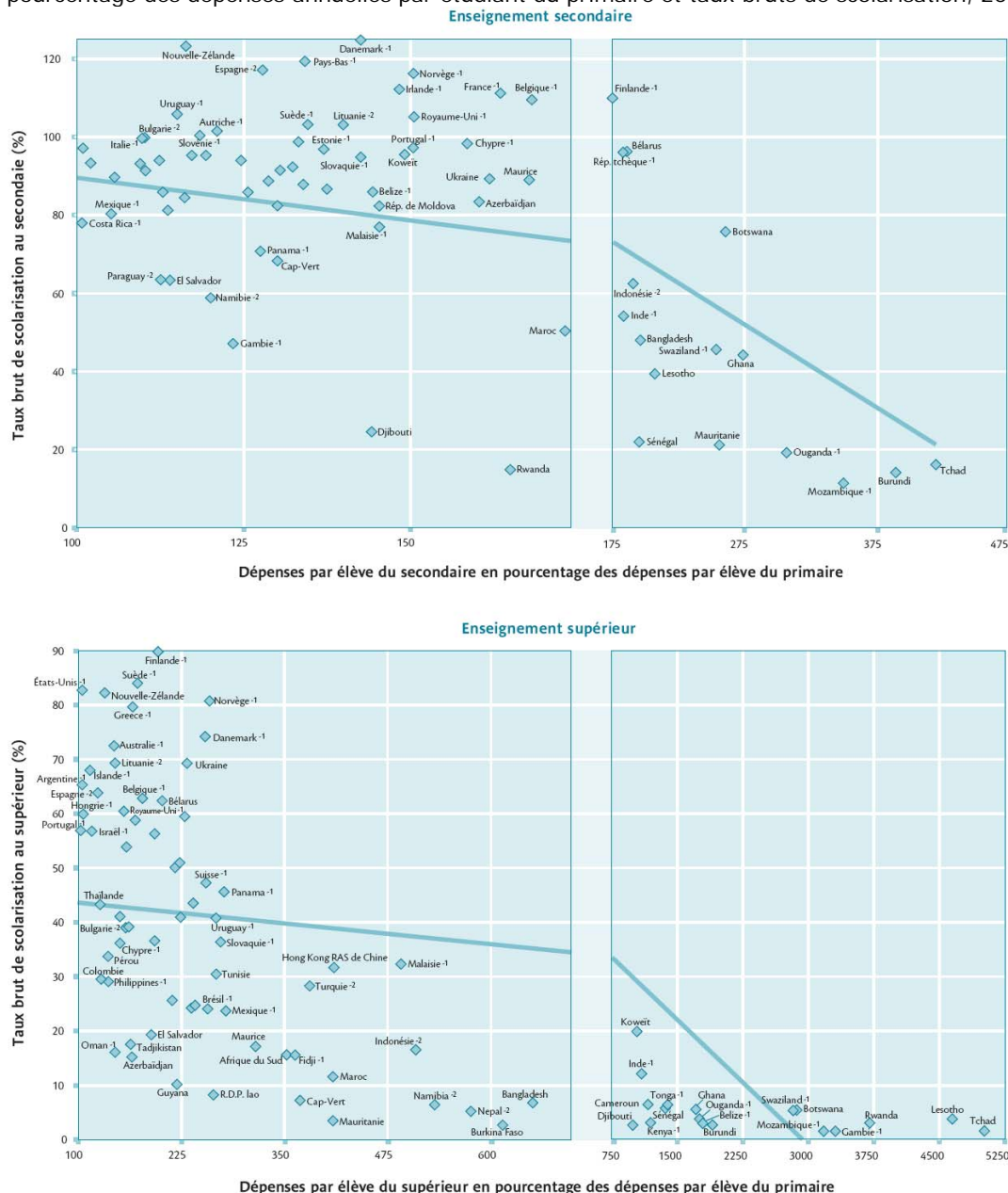
Dans la plupart des autres pays affichant des taux de scolarisation inférieurs à 70 %, le coût annuel par élève/étudiant varie aussi considérablement. Font exception à cette tendance le Cap Vert, El Salvador, la Gambie, la Namibie et le Paraguay, où le coût par étudiant du secondaire n'est supérieur que de 30 % au coût par élève du primaire. Les écarts, en termes de dépenses par élève/étudiant, sont légèrement plus importants, mais restent modérés à Djibouti, au Maroc et au Rwanda.

Le lien entre les dépenses d'éducation et les taux de participation est encore plus manifeste au niveau de l'enseignement supérieur, où les dépenses par étudiant augmentent considérablement. Dans les pays où les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement supérieur dépassent 35 %, les fonds publics utilisés chaque année pour financer les études d'un jeune qui suit des études supérieures n'atteignent jamais plus de 275 % (ou 2,75 fois) du montant octroyé par élève du primaire. Par contre, dans les pays où les taux de scolarisation dans le supérieur sont inférieurs à 10 %, les écarts, en

termes de dépenses, se creusent, puisque les dépenses annuelles par étudiant du supérieur sont alors entre 5 et 50 fois plus élevées (5000 %) que celles consenties par élève du primaire. Cependant, les dépenses par étudiant du supérieur peuvent être exagérées pour les pays qui octroient des subventions aux jeunes qui poursuivent leurs études à l'étranger, tel qu'au Belize, au Botswana, en Gambie et au Lesotho.

### Graphique 3. Comment les dépenses par étudiant augmentent-elles à des niveaux d'enseignement supérieur dans les pays affichant des taux peu élevés et ceux affichant des taux élevés de scolarisation ?

Dépenses publiques annuelles par étudiant de l'enseignement secondaire et supérieur exprimées en pourcentage des dépenses annuelles par étudiant du primaire et taux bruts de scolarisation, 2005



**Notes :** Les dépenses relatives sont obtenues en divisant les dépenses par étudiant du secondaire ou du supérieur par les dépenses par élève du primaire, exprimées en pourcentage. Ce calcul peut être effectué en utilisant les dépenses exprimées en pourcentage du PIB par habitant ou les dépenses en dollars PPA.

<sup>-1</sup> Les données se rapportent à 2004 ; <sup>-2</sup> Les données se rapportent à 2003.

*Source :* Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.